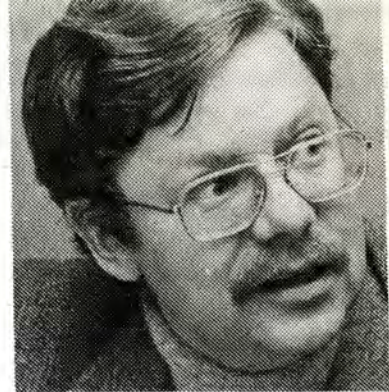


# « C'EST LE DÉSESPOIR QUI PROVOQUE LA VIOLENCE »

LA VIOLENCE SOCIALE, DANGEREUSE, VA AU-DELA DES BOUFFÉES DE COLÈRE  
LÉGITIMES, NORMALES DANS UNE SOCIÉTÉ LIBÉRALE



(Photo: J.-F. Collinot.)

**E**n quelques semaines, le climat social s'est détérioré : routiers, sidérurgistes, paysans ont manifesté leur colère parfois violemment. Dernier épisode : l'enlèvement du directeur de l'Office du lait. Y a-t-il une montée de la violence sociale? Et pourriez-vous préciser ce que vous appelez violence sociale?

— C'est la réaction de populations plus ou moins vastes qui sont en état de désespoir social. Dans l'action des routiers, des paysans ou de petits groupes durement touchés par la crise économique, il y a là des manifestations de violence sociale, mais également des bouffées de colère légitimes et limitées dans le temps. Une société libérale est fondée sur la notion de conflits limités et de tensions. Une paire de claques échangée à la fin d'une journée de grèves entre un ouvrier et un contremaître, ce n'est pas de la violence sociale, c'est la vapeur qui fuse.

La violence sociale apparaît lorsque ces manifestations deviennent pathologiques, c'est-à-dire lorsqu'elles dépassent le niveau moyen admissible défini par les règles de fonctionnement d'une société. La violence sociale vient de groupes humains qui se sentent

privés d'avenir, qui voient le vide devant eux et qui réagissent de manière désordonnée. Ces manifestations peuvent avoir des conséquences différentes : elles peuvent être dirigées contre l'individu lui-même (dans le cas de la consommation d'héroïne, forme de suicide différé dans le temps, du suicide lui-même, ou de l'alcoolisme-défoncé), mais aussi contre l'environnement social ou urbain : c'est le vandalisme qui est actuellement en forte croissance : dégradation dans le métro ou des cabines téléphoniques, etc.

Un phénomène limité, mais plus inquiétant, est sans doute la recrudescence du sabotage dans les usines, sujet tabou dont plusieurs signes indiquent qu'il est en expansion. Après un siècle de doctrine ouvrière qui insistait sur la protection de l'outil de travail (on pensait le récupérer une fois la société devenue socialiste), on assiste à une évolution.

Mais on a très peu d'éléments sur ce phénomène, car vous imaginez l'effet sur les ventes si l'on annonce que 70 % des boîtes de vitesse de telle usine automobile, à telle époque récente, ont été sabotées.

— Quelles catégories sont les plus touchées par la violence sociale?

— Il y a des catégories théoriques qui

se recourent et se recouvrent : les jeunes chômeurs; une partie de la deuxième génération d'immigrés pour des raisons sociales, mais aussi pour des raisons culturelles; le « prolétariat extra-légal », selon l'expression de certains sociologues révolutionnaires (c'est-à-dire les délinquants); et, enfin, ce que l'on nomme dans le jargon gauchiste les « jeunes intellectuels prolétariés », ceux dont l'échec date, le plus souvent, de la fin des études.

— Pourquoi les jeunes en particulier?

— Le désespoir se manifeste de façon différente selon l'âge. Le cadre de 55 ans au chômage ira peut-être se pendre ou se mettra à boire, mais il y a moins de chance pour qu'il se révolte contre la société.

— Pourquoi, selon vous, y a-t-il une montée de la violence en usine?

— Je ne dis pas que les syndicats ne font plus leur travail, mais du fait de l'arrivée de la gauche au pouvoir, une minorité très limitée estime que les organisations syndicales, en particulier la CFDT et la CGT, ne jouent plus leurs rôles de « bouclier » de la classe ouvrière. Elles sont devenues d'une certaine façon — c'est moins vrai aujourd'hui qu'il y a deux ans — des courroies de transmission du pouvoir. On a donc eu affaire à des réflexes

d'orphelins, de gens qui expriment par exemple leur angoisse en bloquant une machine-outil avec une clef à molette. Cela a toujours existé, mais de façon infinitésimale; c'est la fréquence des signes prouvant son extension qui en fait, depuis deux ou trois ans, un phénomène de violence sociale.

— Assiste-t-on à une généralisation des réactions de désespoir illégales?

— Il y a aujourd'hui une conjonction entre les phénomènes de violence sociale et les bouffées de colère d'origine corporatiste, rurale, ouvrière, etc. Mais il ne faut pas confondre une personne qui se sent dans une jungle, comme un chômeur immigré héroïnomane, et le paysan qui est confronté à une baisse importante de son pouvoir d'achat. Si l'on considère le récent conflit des camionneurs, en aucun cas il n'y a eu un aspect insurrectionnel ou de manifestation de désespoir, il n'y a pas eu par exemple de camions bourrés d'acide précipités contre des CRS : il y avait des gens qui voulaient travailler et qui n'avaient aucune sympathie pour ce gouvernement, c'est tout. Des actions comme celles-là, il y en a trente par an aux États-Unis. Il faut bien distinguer les bouffées de colère où l'on cherche à négocier des autres formes d'action. Le gars qui va lacérer

la banquette du métro ne s'assoit pas autour d'une table pour savoir s'il va faire une entaille de 5, 10 ou 20 cm. Pour l'ouvrier qui sabote son outil de travail, il n'y a plus de dialogue possible, il se moque de voir Fiterman ou Poniatowski dans son écran de télévision.

— N'y a-t-il pas aujourd'hui davantage de possibilités pour des petits groupes organisés d'utiliser la violence sociale?

— Ça ne se fait pas si facilement que cela. Qu'il y ait des petits groupes organisés qui souhaitent utiliser le mécontentement social pour déboucher sur une situation « révolutionnaire » ou sur la lutte armée, c'est certain. On constate en ce moment le développement d'une presse clandestine dont les comités de rédaction tournent autour de trois ou quatre membres, admirateurs des Brigades rouges ou de la Bande à Baader, comme à *Subversion*, la *Ligue rouge* ou *Internationale*. Cela existe. Mais que cela marche, c'est autre chose!

Propos recueillis par  
Martine GODOY

\* Xavier Raufer, enseignant, spécialiste du terrorisme, a publié l'an dernier *la Violence sociale* aux Éditions Alésia (J.-J. Pauvert).